

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La bataille des salaires (*Amédée Dunois*). — Ne revenons pas sur nos pas (*M. Fromentin*). — Lénine par *V. Neusky*.

L'insurrection allemande de Mars (*Brandler*). — La crise mondiale du logement (*F. Capeluche*). — Bibliothèque Communiste.

La Bataille des Salaires

DARTOUT à cette heure dans le monde, la bataille des salaires est engagée. Partout, entrepreneurs capitalistes et travailleurs salariés sont aux prises, qui pour maintenir les taux scandaleux de prélèvement et de profit auxquels il nous fut vraiment donné de reconnaître que la guerre, à la faveur de laquelle ils avaient pu s'établir, était indubitablement la guerre de la civilisation et du droit — qui, pour ne pas voir se creuser davantage encore le fossé qui sépare le prix particulier de leur force de travail du prix général de l'existence, du prix général des produits.

Ne nous y trompons pas ! Cette bataille des salaires, à quelque degré d'acuité qu'elle se hausse, n'est pas un phénomène spécial à l'heure que nous vivons. La bataille des salaires est un phénomène constant, inséparable du salariat, et qu'on ne verra disparaître qu'avec la production capitaliste. La tendance générale de la production capitaliste, comme Marx l'a si bien montré, notamment dans sa conférence de 1865 devant le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, « n'est pas d'élever, mais bien d'abaisser l'échelle moyenne des salaires, c'est-à-dire de pousser la valeur du travail plus ou moins à sa limite minimum ». D'où la nécessité, pour le prolétariat, de réagir sans cesse contre une tendance qui, si ses fins étaient atteintes, le plongerait dans la misère sans espoir, et d'imposer au patronat hostile, au lieu des réductions convoitées, des augmentations plus ou moins nominales ou, si l'on veut, plus ou moins réelles, qui lui permettent de faire face aux difficultés grandissantes de la vie.

Mais cette perpétuelle réaction des prolétaires

contre la tendance de l'industrie capitaliste, c'est le fond même, c'est la matière de cette lutte de classe, — à laquelle nous serions incessamment ramenés par l'expérience si, d'aventure, nous étions tentés de nous en éloigner.

Que les temps sont changés et qu'ils ont changé vite ! Il y a deux ans, dix-huit mois, un an à peine, on ne s'entretenait plus, parmi les prolétaires, que du contrôle ouvrier, du droit des travailleurs salariés à connaître des matières premières, du prix de revient, des débouchés, en un mot de tous les problèmes d'administration et de gestion réservés jusque-là aux seuls entrepreneurs capitalistes. Au nom du contrôle ouvrier, les prolétaires, il y a deux ans, semblaient décidés à agir, on s'attendait à de grandes choses et nous saluâmes les grèves de mai 1919 comme le prélude d'une révolution économique qui n'eût pas manqué de se muer très vite en révolution politique. L'éternel crime des malvystes du Comité Confédéral et des super-malvystes du Bureau Confédéral, ce sera d'avoir brisé cette action spontanée, d'avoir énervé et châtré les énergies qui s'offraient à eux, qui réclamaient d'eux une direction, un appui ! Jouhaux, Dumoulin, Merrheim étaient devenus des « hommes d'Etat » figés et insensibles, qui, en écoutant chanter on ne sait quels rossignols, avaient découvert tout à coup l'intérêt général et qui se désolaient des masses qu'ils avaient pour mission d'aguerrir et d'éduquer.

Depuis lors, la classe ouvrière est allée d'échec en échec. C'est en vain qu'on accuse les dissensions intestines. Jamais les révolutionnaires ne se sont refusés à l'action, fût-elle menée par les pires opportunistes. Nos

échecs sont venus de l'incapacité de chefs fatigués et sceptiques, à qui l'âge a fait perdre le goût du risque et de l'action et qui croient beaucoup trop à la bourgeoisie pour croire tant soit peu encore au prolétariat.

Et maintenant, voilà où nous en sommes. La classe ouvrière défend péniblement ses salaires contre la rapacité patronale. Partout le patronat passe à l'offensive : il invoque la nécessité de réduire le prix de la vie en abaissant le prix de revient, donc en abaissant les salaires, le prix de la force de travail. Bon argument pour le consommateur, qui n'est pas obligé de savoir que l'abaissement des salaires ne se répercute pas nécessairement sur les prix du marché, mais que le taux du profit — du profit *capitaliste* — est toujours le premier et presque toujours le seul à en bénéficier ! A cet argument patronal, les prolétaires répondent que la hausse des salaires ayant suivi naguère et non pas précédé la hausse des marchandises, la baisse des salaires ne peut que suivre, et non pas précéder, aujourd'hui, la baisse des produits. Mais les patrons ne veulent rien entendre ! Ces messieurs se refusent à toute discussion, à toute entrevue : qui donc disait que le droit divin patronal n'était plus ?

Vous souvient-il de la vieille loi des salaires que Guesde, après Lassalle, avait tirée de l'arsenal de l'économie politique et qui, sous le nom fameux de loi d'airain, devint pendant quelque temps une de nos armes de combat ? Elle exprimait en termes décisifs la tendance implacable de l'industrie capitaliste à ramener sans cesse le salaire du travailleur au taux strictement nécessaire à l'entretien et à la reproduction de sa pauvre vie. Peu à peu, cependant, la loi d'airain était tombée en désuétude, battue en brèche, à la fois, et par la hausse des salaires qui fut une des caractéristiques de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et par l'abaissement général du prix des marchandises, qui fut une autre de ces caractéristiques. Cependant sous des influences diverses — trusts, cartels, droits de douane, affaiblissement progressif de la concurrence, etc., — la baisse des prix s'arrêta net dès la fin du dix-neuvième siècle, et une période de hausse lente, mais irrésistible, commença. Bien avant la guerre, la lutte contre la vie chère s'inscrivit au programme des organisations ouvrières et le Congrès socialiste international de Vienne, qui devait se tenir en septembre 1914, l'avait à son ordre du jour. Qu'était pourtant la crise de cherté de 1914 comparée à celle d'aujourd'hui ?

En déclarant partout la guerre au salaire, jugé par lui trop élevé, le patronat ne va-t-il pas rendre à la loi d'airain sa popularité perdue ? Quelle leçon de choses, quelle propagande par le fait que celle-là ! Les ouvriers connaîtront désormais que les salaires, en société capitaliste, se meuvent entre des limites très précises qu'ils ne sauraient absolument pas dépasser. S'il n'est pas vrai qu'ils se tiennent fatalement au niveau *le plus bas*, il est

encore plus inexact de dire qu'ils peuvent se maintenir indéfiniment à des niveaux élevés ; toujours le patronat, sous des prétextes de sou-cru, s'efforce d'abaisser le niveau, et c'est le travailleur, toujours, qui paie, sur son salaire, les périodiques marasmes de l'industrie.

La conclusion, c'est que la bataille des salaires qui fait, je le répète, le fond de la lutte de classes est impuissante à elle seule contre le salariat dont elle est inséparable. *Elle est toujours à recommencer* ; si le syndicalisme, tantôt offensivement, tantôt défensivement, se bornait à combattre pour les salaires, le salariat serait assuré de vivre des jours sans nombre et tout espoir de libération prolétarienne devrait être exclu de nos cœurs.

Aussi le syndicalisme révolutionnaire, si comme le simple travaillisme, il lutte incessamment pour de meilleurs salaires, est-il bien loin de faire de cette bataille quotidienne l'essentiel de son programme. Il veut *abolir le salariat* par une action d'ensemble du prolétariat tout entier, par une action *non pas corporative, mais politique* ; et cette volonté, cette revendication font de lui le meilleur associé du communisme qui, le premier, « au lieu de la devise *conservatrice* : « UN SALAIRE NORMAL POUR UNE JOURNÉE NORMALE DE TRAVAIL ! » a inscrit sur sa bannière le mot d'ordre *révolutionnaire* : ABOLITION DU SALARIAT ! » (K. Marx).

Toutefois l'abolition du salariat ne résultera pas uniquement d'une grève, mais d'une insurrection des minorités révolutionnaires appuyée par une grève des masses.

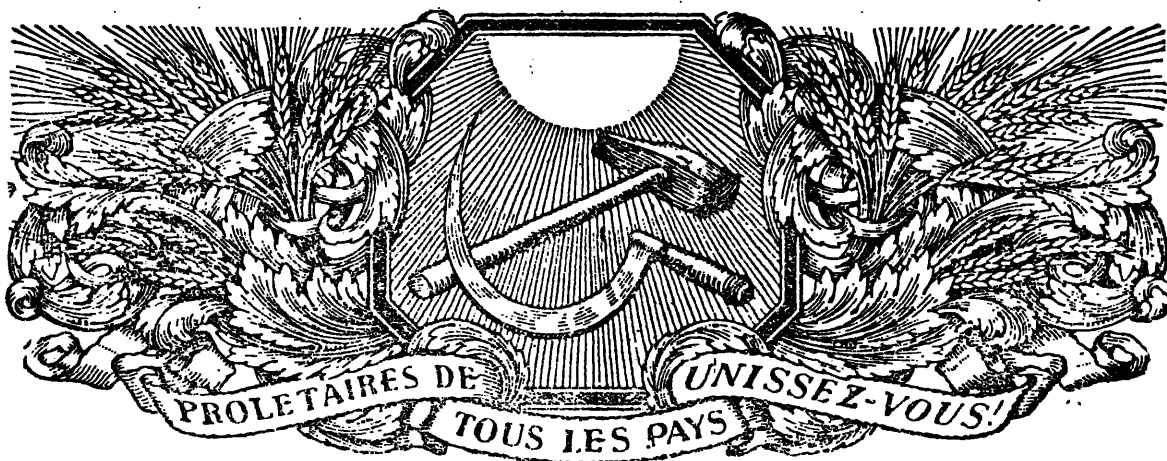
Comment passer de la grève partielle, faite les bras croisés, à la grève insurrectionnelle ? Comment passer de la bataille des salaires à la bataille contre le salariat ? Si nous avions une C. G. T. révolutionnaire au lieu d'une bureaucratie ouvrière opportuniste, le problème se poserait. Et la C. G. T. ne tarderait pas à en venir à cette vérité d'évidence : que la *bataille contre le salariat*, ne peut être pratiquement menée que comme *bataille pour le pouvoir*.

Dès que le syndicalisme déborde son cadre corporatif, il rencontre, il rejoint le communisme. Il est permis aux réformistes d'Amsterdam d'opposer l'un à l'autre syndicalisme et communisme ! Les révolutionnaires, au rebours, s'efforcent d'en faire un tout. Je crois qu'ils y parviendront, parce que je crois à la force du bon sens.

Amédée DUNOIS.

ERRATUM. — Dans mon avant-dernier article (*A propos de « l'Etat et la Révolution »*, Bulletin du 1^{er} sept.), p. 598, col. 2, ligne 35, lire : « Tous les pouvoirs de coercition, d'inhibition (et non d'initiative), d'oppression, etc... »

Dans mon dernier article (*L'Esprit et la Lettre*, Bulletin du 8 sept.), p. 626, col. 1, ligne 20, lire : « Nous n'en avons qu'à leur neutralité » et non nous n'en avons pas à leur neutralité. » Ligne 46, lire : « Reposons-là donc » et non « Reposez-là donc. » Même page, col. 2, ligne 40, lire : « Contre Amsterdam unanimité », et non minorité.



Ne revenons pas sur nos pas

L OIN de nous l'intention de prendre part à la polémique sur l'Unité » qui se donne libre cours depuis quelques semaines dans le *Journal du Peuple*.

Notre camarade Loriot écrivait ici la semaine dernière :

« On se demande, alors que tant de travaux urgents nous sollicitent, à quelles nécessités pratiques répond la controverse actuelle entre Frossard et Henri Fabre sur la rupture de l'unité. »

C'est aussi notre avis.

Les arguments employés par les deux parties s'apparentent trop avec ceux qui furent ressasés à satiété avant Tours pour que nous nous attachions encore à pareille polémique. Il est même probable que nous n'y consacrerions pas cet article si Fabre n'était membre du parti communiste et si, par conséquent, son opinion n'était de nature à semer le plus grand trouble parmi les militants insuffisamment avertis.

Avec Renoult, nous étions, la semaine dernière, dans la confusion.

Avec Fabre, nous sommes en plein marais réformiste.

Force nous est donc de nous récrier et, si possible, de prodiguer le spécifique.

L'argumentation de Fabre est d'autant plus dangereuse pour le parti qu'il interprète l'unité d'une façon générale, comme nos adversaires parlent toujours en général de la démocratie ou de la dictature.

Le fait indéniable que les luttes de tendances au sein des organisations ouvrières empêchent celles-ci, mais seulement dans une mesure relative (les grèves textiles du Nord en sont la

preuve) de se consacrer à l'action, donne à sa thèse un fondement apparent.

En l'occurrence, Fabre — et nous ne lui ferons pas l'injure de croire qu'il le fait involontairement — sort du cadre de la discussion.

Même sur ce champ élargi, il nous serait facile de mettre à nu la fragilité de son argumentation. Mais nous pensons qu'il s'agit avant tout de l'unité du parti communiste. Les lamentations de Fabre sur la scission de Tours, les rapprochements symptomatiques qu'il fait des postulats communistes et dissidents pour montrer leur identité, les panégyriques dont les chefs du menchevisme français sont l'objet de sa part, prouvent surabondamment que l'unité (l'unité indésirable) du parti politique de la classe ouvrière est au premier plan de ses préoccupations.

Fabre nourrit l'espoir de voir cette unité se reconstituer et y travaille. Qu'il nous soit permis de lui dire qu'il fait fausse route.

Il ne s'agit pas là d'une manifestation de sectarisme, mais uniquement du souci de satisfaire aux nécessités concrètes de la Révolution.

La scission ne fut pas un incident fortuit. Le fait qu'elle se fit à l'échelle internationale démontre bien qu'elle ne fut pas l'œuvre des hommes, mais des événements.

Sans la guerre, surtout sans les révolutions passées, il est probable qu'elle ne serait pas encore accomplie et qu'elle serait loin de s'accomplir.

Le vieil adage : « C'est au pied du mur qu'on voit le maçon » a trouvé son application en Russie. C'est au cours de la Révolution que la sélection des hommes s'est faite. Jusque-

là, de Kerensky à Martov, de Martov à Lénine, tous professaient le même credo, tous poursuivaient le même but : l'avènement du socialisme. Les uns, fidèles à leurs idées, ont réalisé leur idéal; les autres sont entrés en lutte ouverte contre leurs coreligionnaires de la veille et contre la Révolution elle-même. En Allemagne et en Hongrie, même jeu. Partout ailleurs, une situation politique et économique inextricable, issue de la guerre impérialiste, faisant pressentir le déclanchement prochain d'événements révolutionnaires dont l'éventualité obligea chacun à prendre position : voilà, Fabre, les véritables causes de la scission que vous feignez d'oublier.

L'expérience des révolutions de ces dernières années nous a montré les mencheviks de toutes nuances et de partout parlant le même langage, agissant de la même façon, s'efforçant d'orienter les mouvements révolutionnaires dans une voie favorable à la bourgeoisie.

Nous voulons éviter aux masses ouvrières françaises les misères endurées, le sang répandu trop abondamment par leurs sœurs allemandes et hongroises du fait de la trahison des mauvais bergers, nous voulons leur dessiller les yeux, leur faire comprendre la vérité : voilà pourquoi, Fabre, la scission est pour nous un fait acquis et pourquoi nous nous efforçons de discréditer les chefs mencheviks de chez nous.

Ces faits historiques n'existeraient pas que nous n'en persévérerions pas moins dans notre attitude. En effet, le parti communiste n'est pas seulement un groupement d'affinités: il est aussi et surtout un groupement d'action révolutionnaire. Ceci nécessite, donc, entre ses membres, outre un parfait accord quant à la lettre et l'esprit de sa charte fondamentale, un accord non moins parfait quant à la tactique à employer. En l'absence de cette conjoncture, le parti serait impropre à sa tâche qui est d'éveiller et de développer dans les masses ouvrières la conscience de classe, de les orienter dans leurs luttes à objectifs immédiats et enfin dans la lutte libératrice qu'elles soutiendront inéluctablement contre la bourgeoisie.

Comment concevoir dans un parti, qui doit être l'avant-garde du prolétariat, la cohabitation de gens prônant toutes les grues métaphysiques de la bourgeoisie : démocratie (*formelle*), défense nationale (*en régime capitaliste et après la guerre impérialiste*), intérêt général (*comme s'il n'y avait pas opposition flagrante entre l'intérêt ouvrier et l'intérêt bourgeois*), réformes (*alors que la bourgeoisie s'avère de plus en plus incapable de restaurer son économie*), et de gens qui, mettant à profit les leçons de l'Histoire et de la lutte de classes, foulent aux pieds tous ces sophismes surannés, veulent instaurer la société communiste par l'armement des ouvriers, la prise du pouvoir politique, la dictature du

prolétariat et l'expropriation des expropriateurs?

Un tel parti, au lieu d'être une armée de la révolution comme il sied à un parti communiste, ne serait-il pas une académie de dillettantisme?

Mais à quoi bon s'évertuer à dissenter doctrinalement sur cette question d'unité puisque aussi bien nous avons déclaré ne pas vouloir prendre part à la polémique ouverte?

Il y a beau temps que tous les vrais communistes sont d'accord sur ce point. Ce dont il s'agit avant tout, c'est de la discipline dans le parti et dans l'Internationale.

En restant dans son sein, Fabre a contracté envers le parti des obligations qu'il semble ne pas vouloir remplir.

Il n'est pas question de se plier sous « la férule » de quelques camarades, mais de se conformer aux directives d'action et de propagande élaborées par les Congrès internationaux et nationaux, directives qui doivent être suivies par tous, sous peine d'exclusion, y compris par ceux qui ont combattu leur acceptation et sont restés dans l'organisation en invoquant la discipline pour l'inobserver ensuite.

Fabre écrit le 18 septembre :

« ...Dans le domaine de la propagande, tout bon communiste doit garder et défendre sa liberté *si* d'action, *tout au moins* d'expression... »

Il nous plaît de souligner l'élasticité de cette formule. Il ne s'agit plus pour Fabre du droit de défendre son point de vue à l'intérieur du parti, dans ses manifestations privées, droit qui reste entier pour chacun, mais du droit de propager et d'agir selon son bon plaisir à l'extérieur de l'organisation. Il se contenterait, comme du moindre mal, de la liberté d'expression, mais ne se ferait pas faute, à l'occasion, de conserver sa liberté d'action.

N'est-ce pas là la négation complète de la plus élémentaire discipline; n'est-ce pas là les pratiques de l'ancien parti?

La liberté que vous revendiquez, Fabre, tous les transfuges du socialisme et de la Révolution, tous les agents déguisés de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier en ont usé.

Le terrain d'entente que vous cherchez est tout trouvé. Le parti ne saurait faire la moindre concession à ce sujet sans se renier lui-même et se vouer à l'impuissance.

Nous osons espérer qu'il ne vous permettra pas — et nous ferons notre possible pour cela — de ranimer en lui les germes morbides du socialisme petit-bourgeois et de continuer sur ce ton en qualité de membre du parti communiste.

M. FROMENTIN.

LÉNINE, par V. NEVSKY

C'était, il y a 50 ans, sous le règne du tsar Alexandre II, à l'époque où le peuple travailleur avait la vie dure sous le joug du propriétaire et du capitaliste. Dans une famille peu aisée de Simbirsk, vint au monde un enfant, dont la destinée était de se mettre à la tête des ouvriers et des paysans pour enlever le sol aux propriétaires et le remettre aux travailleurs, de délivrer l'ouvrier de son ennemi, — le patron, et de commencer la réorganisation radicale de la société dans tout l'univers.

Cette famille était celle du directeur des écoles populaires de la province, Oulianov.

Ilia Nikolaiévitch Oulianov, le père de Lénine, descendait lui-même de parents pauvres et obscurs originaires d'Astrakhan ; il dut sa belle situation dans la province uniquement à son mérite et à son attachement à ses fonctions.

Il était chargé de diriger l'instruction primaire dans la province de Simbirsk, et grâce à son ardeur au travail et à son amour pour les travailleurs, il eut la joie de voir, sur la fin de sa vie, le fruit de son labeur : la province de Simbirsk possédait 434 écoles fondées par lui avec 20.000 élèves.

Cette famille était honnête, laborieuse, vivait dans la paix et la concorde, et surtout les enfants y apprenaient de leurs parents à aimer le peuple, les ouvriers et les paysans, tous les opprimés et les déshérités. C'est dans cette famille que naquit en 1870 Vladimir Ilitch Oulianov, le 10 avril de l'ancien style.

Vladimir Ilitch fit ses études au lycée, avec ses frères ; ils étaient tous de bons élèves. Mais comme Vladimir sortait du lycée, sa famille fut atteinte d'un grand malheur : son frère aîné Alexandre fut pendu par ordre du tsar Alexandre III.

Ce tsar opprimait les paysans et les ouvriers plus durement encore que son père Alexandre II ; les paysans furent définitivement asservis aux propriétaires, les grèves étaient réprimées par la force, et les gens de bien qui prenaient le parti du peuple étaient mis en prison, envoyés en exil ou mis à mort.

C'est contre ce tsar qu'avait conspiré le frère de Vladimir Ilitch — Alexandre Ilitch. C'est ce tsar qu'il avait voulu châtier et exécuter pour venger le peuple, comme on avait tué Alexandre II.

Mais l'affaire échoua : Alexandre Oulianov fut découvert par les espions tsaristes et périt sur le gibet en 1887.

Ce deuil familial eut une profonde influence sur le jeune Vladimir. Loin de se laisser intimider par les menaces et les potences, il ne pensait qu'aux mesures à prendre pour aider le peuple à s'affranchir non seulement des tsars, mais encore de tous les oppresseurs.

Rempli de ces idées et nourrissant l'espoir de procurer un avenir meilleur au peuple, Vladimir entra à l'Université de Kazan pour y continuer ses études.

Comme bien on pense, les policiers et les espions tsaristes n'avaient pas oublié à quelle famille appartenait Vladimir Ilitch, de même que lui ne perdait jamais de vue son idée dominante : venir en aide au peuple dans sa lutte pour la délivrance.

Voilà pourquoi il fut, dès la première année, en 1887, exclu de l'Université pour participation à

une révolte d'étudiants, et il ne put achever ses études que quelques années plus tard. Exilé au village de Kolouchkino, dans la province de Kazan, il fit des démarches infructueuses pour reprendre ses études en 1888 et ne parvint qu'en 1891 à passer ses examens ; en 1893 il habitait Samara ; cette même année il se fixa à Pétersbourg, et c'est là qu'en 1894 il fonda « le Club Central Ouvrier ».

Vers cette époque commence le mouvement révolutionnaire ; les ouvriers de diverses villes de la Russie tsariste commencent à comprendre que leur délivrance du joug du capitaliste, du propriétaire et du tsar ne peut venir que de l'accord et de l'union de tous les travailleurs opprimés, de la grève, de la révolte, de l'insurrection de tous les ouvriers et de tous les paysans contre le tsar et ses amis, et ayant compris cela, ils se mettent à organiser des ligues secrètes d'ouvriers.

Ces sociétés secrètes étaient fondées par les ouvriers de concert avec des hommes qui se nommaient social-démocrates, et qui voulaient chasser le tsar, le propriétaire et le capitaliste et leur enlever terres et capitaux pour les donner aux travailleurs.

Afin d'augmenter l'effectif de ces sociétés (car plus une société a de groupements participants, et plus elle est forte), il fallait expliquer à tous les ouvriers, de façon claire et intelligible, où était le mal et la cause de ce mal, leur expliquer que tout le mal et tous leurs malheurs venaient de la concentration des capitaux et des terres entre les mains du tsar, des propriétaires et des capitalistes, alors que ceux qui travaillent, les paysans et les ouvriers, n'ont que leurs larmes et leur misère.

De toutes ces sociétés secrètes, la plus forte était celle fondée par les social-démocrates de Pétersbourg ; elle s'appelait : « Union de Combat pour la délivrance de la classe ouvrière ». Les fondateurs étaient V. I. Oulianov-Lénine et ses camarades Starkov, Krjijanovsky, Vaniev, Silvine, Vladimir Ilitch en fut le premier et le meilleur militant.

Il fallait travailler clandestinement ; la police tsariste surveillait de près les social-démocrates et les ouvriers.

Elle filait Vladimir Ilitch et ses camarades ; ils furent arrêtés et, après plusieurs années de cellule, déportés en Sibérie. C'était en décembre 1895.

Vladimir Ilitch fut relégué dans les régions éloignées de la Léna.

Mais que pouvaient la prison et l'exil sur un homme de sa trempe ? Il y fortifia son idée ancienne de faire le bonheur du peuple, et pour ne pas perdre inutilement son temps, il se mit à étudier, tout en instruisant les autres.

Pendant ce temps, V. Ilitch écrivait des livres où il expliquait aux ouvriers la route à suivre pour hâter la délivrance du peuple.

Ces explications étaient nécessaires parce qu'il se trouvait des gens qui embrouillaient les choses et détournaient les ouvriers du droit chemin.

Parmi ces gens il y avait de francs ennemis du peuple, et d'autres gens qui tout simplement ne comprenaient ni la situation ni la marche des événements.

Les ennemis du peuple, c'étaient ces gens riches ou savants, qui défendaient les intérêts des propriétaires et des capitalistes, et qui, dans la suite, ont constitué les partis hostiles au peuple ; ce sont les blancs, les gardes-blancs et les contre-révolutionnaires. Leurs partis s'appellent les cadets et les socialistes-révolutionnaires. Ils s'efforçaient de dénaturer la doctrine enseignée par Lénine (cette doctrine s'appelle communisme ou « marxisme », du nom de son fondateur le communiste Marx) et leurs livres étaient remplis de mensonges sur les social-démocrates.

Quant aux gens qui ne comprenaient pas comment il fallait s'y prendre pour délivrer le peuple, ils se laissaient entraîner par ces erreurs et y entraînaient les ouvriers, tout en marchant avec le peuple et en souffrant pour lui.

Dans ses livres (*Le Programme des social-démocrates russes ; Le Développement du capitalisme en Russie*, etc.), Lénine a démontré que la doctrine des ennemis du peuple est fautive et nuisible et que beaucoup de ses soi-disant amis le détournent également de la vérité.

L'erreur de ces faux amis du peuple consistait en ce que, d'après eux, les ouvriers ne devaient pas combattre le tsar, engager une lutte politique, mais simplement obtenir un meilleur salaire, un meilleur logement, une journée moins longue ; ils ne comprenaient pas que rien de tout cela ne serait possible aussi longtemps qu'il y aurait un tsar qui, avec son armée et sa police, aiderait les patrons et les nobles à opprimer l'ouvrier et le paysan, c'est-à-dire à le mal payer, à le faire travailler outre mesure, à le mal loger, à le mettre en prison et à le priver de pain.

La conclusion était claire : pour améliorer ton existence, lutte à la fois contre les patrons, contre les propriétaires, contre le tsar et contre la police.

Il y avait aussi des gens (plus tard ils formèrent le Parti des socialistes-révolutionnaires, qui disaient que les paysans sont la plus grande force en Russie et que les ouvriers ne seront jamais assez nombreux pour détrôner le tsar.

Contre eux aussi Lénine écrivit des livres où il démontrait qu'il y a en Russie des ouvriers, et même en assez grand nombre, pour comprendre comment et contre qui il faut lutter, et quelle erreur ce serait de les négliger pour n'espérer que dans les paysans.

Ces livres et la parole de Lénine eurent beaucoup de succès, et bientôt il fut entouré de camarades pensant comme lui, fidèles et dévoués à la cause des ouvriers et des paysans, qui répandaient ses idées et celles de Marx, notre maître commun. Bientôt Lénine parvint à s'enfuir à l'étranger où la vie était plus libre que dans la Russie tsariste et où on pouvait librement faire imprimer des livres sans craindre de les voir confisquer et brûler par les espions et les gendarmes au service des propriétaires. Lénine avait été déporté en Sibérie en 1897, et c'est seulement en 1900 qu'il parvint à gagner l'étranger.

A l'étranger, en 1900, Lénine fit paraître le journal *L'Étincelle* en collaboration avec un autre homme remarquable, Plékhanov (qui fut un des premiers social-démocrates de Russie et même le maître de Lénine sous plusieurs rapports), avec Véra Zaslouitch (célèbre par son attentat sur le ministre tsariste Trépoï), Léo Deitch, Potrésouf, Martov et Axelrod (devenus depuis « menchéviks »). Le premier numéro de ce journal parut en décembre 1900.

Ce journal fut un trait de lumière pour tous les ouvriers russes ; on y disait ouvertement que les

temps approchaient où le seul salut de l'ouvrier et du paysan serait dans la lutte contre le tsar, les propriétaires et les capitalistes, qu'il faudrait triompher d'eux, prendre la terre et les usines et les donner au peuple. C'était une révolution radicale qu'on réclamait ; pour cela il fallait unir dans une seule organisation tous les ouvriers conscients, c'est-à-dire constituer un parti social-démocrate ouvrier. Pour cela il fallait former un congrès de tous les ouvriers, de toutes les sociétés, associations et organisations social-démocrates, où l'on fixerait un plan d'action et un programme communs, c'est-à-dire les exigences de la classe laborieuse et le but de sa lutte acharnée.

Les conseils de *L'Étincelle* ne furent pas perdus ; elle ne parvenait en Russie que clandestinement et la police emprisonnait ceux chez qui on la découvrait ; malgré tout elle se lisait et se relisait jusqu'à s'user sous les doigts. Ah ! elle remplit bien sa tâche, la brave petite feuille ! Le Congrès des Social-Démocrates eut lieu à l'étranger en 1903, (on l'appelle le second, car il y en avait eu un déjà dispersé par la police en 1898).

C'est à ce Congrès que se forma le Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie qui, plus tard, a donné naissance à notre Parti communiste.

Malheureusement peu après ce Congrès une scission se produisit : les uns suivirent Lénine c'était la majorité, en russe : bolchinstvo, d'où le mot : bolchevik), le reste suivit Martov (la minorité, en russe : menchinstvo, d'où le nom de menchéviks). Plus tard Plékhanov se joignit à Martov.

Voici la cause de cette scission : les menchéviks croyaient que les ouvriers ne parviendraient à chasser le tsar et les propriétaires qu'en s'alliant à la bourgeoisie, c'est-à-dire avec les capitalistes, tandis que le camarade Lénine et les bolchéviks soutenaient que cette coalition du travailleur avec le riche serait mortelle pour le mouvement et « le seul allié de l'ouvrier ne pouvait être que le paysan pauvre.

En outre, Lénine expliquait que, pour grouper plus vite les ouvriers, il fallait choisir parmi eux des hommes qui se voueraient spécialement à cette tâche et à la Révolution, c'est-à-dire à la lutte contre le tsar, les propriétaires et les capitalistes. Il les appelait des révolutionnaires professionnels. Le président défunt du Comité Central Exécutif, Sverdlov, comme tous les autres vieux révolutionnaires bolchéviks encore vivants, et Lénine lui-même furent de ceux-là. Le vrai sens de la scission apparut plus tard. Pendant le Congrès, la discussion avait porté, semblait-il, sur des questions insignifiantes, sur des mots, comme disaient les gens superficiels, comme par exemple les conditions d'entrée dans le parti. Mais on ne se brouille pas pour des mots, et ce n'était pas de ces mots, mais de leur sens caché, qu'il s'agissait.

Tout cela, Lénine l'expliqua dans la brochure : « Un pas en avant, deux pas en arrière » — et surtout dans son livre : « Que faire ? » (1904 et 1902).

Les divergences s'aggravaient de plus en plus : Lénine comprenait que si cette alliance des ouvriers avec les capitalistes, conseillée par les menchéviks Plékhanov et Martov, se réalisait jamais, c'en était fait de la liberté ; il fallait donc se séparer complètement des menchéviks.

Voilà pourquoi lui et ses camarades formèrent le parti bolchévik, qui s'assembla peu après en Congrès en 1905 (le 3^e Congrès).

Des résolutions très graves y furent prises, entre autres celle de préparer la révolte armée contre le tsar.

On approchait de 1905. La guerre éclata avec le Japon, entreprise par le tsar, les propriétaires et les capitalistes pour dépouiller des nations faibles et pour détourner l'attention des paysans et des ouvriers.

On connaît l'issue de cette campagne : les soldats ne comprenaient pas pourquoi on les obligeait à se battre ; ils faisaient la guerre à contre-cœur et refusaient de tuer des Japonais, ouvriers ou paysans comme eux.

L'armée russe fut défaite. Les Japonais nous vainquirent et il fallut finir la guerre.

A l'intérieur de la Russie, des troubles commençaient ; les ouvriers de Pétersbourg et des autres villes n'en pouvaient plus de fatigues et de souffrances ; ils se mettaient en grève et exigeaient la fin de la guerre...

Mais alors, les paysans et les ouvriers avaient encore foi dans le tsar, et les ouvriers de Pétersbourg résolurent d'aller vers lui pour le supplier d'améliorer leur sort. Ils croyaient, ces braves gens, que le tsar ne connaissait pas leur misère et que ses fonctionnaires lui cachaient la vérité.

Le 22 janvier 1905, plus de 100.000 ouvriers, guidés par le pope Gapone, se dirigèrent vers le palais, icônes et portraits du tsar en tête, afin d'implorer assistance contre l'oppression des riches, des patrons et des fonctionnaires. Tout le monde sait de quelle manière le tsar accueillit ses sujets : nu lieu de pain et de secours, il leur donna des balles, des coups de sabre et de fouet ; plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent tués ou blessés.

Le pope Gapone s'enfuit, et on apprit bientôt qu'il n'était qu'un agent provocateur de la police tsariste.

Alors, les ouvriers comprirent ce que le tsar était pour eux et de qui il était l'ami.

Les insurrections ouvrières commencèrent : grèves, rencontres armées avec la police et la troupe, d'abord à Pétersbourg, ensuite dans toute la Russie. Les ouvriers de Pétersbourg étaient les plus ardents ; c'est eux qui fondèrent le premier gouvernement ouvrier de Russie, le Soviet des Députés ouvriers de Pétersbourg. Malheureusement, ce soviét fut de courte durée : il avait du moins montré à la masse comment et par quel moyen on arrive à la liberté.

Que firent alors Lénine et les bolcheviks et leurs adversaires, les mencheviks ?

Les mencheviks, avec leurs leaders Plekhanov et Martov, conseillaient aux ouvriers de s'unir aux capitalistes et aux propriétaires pour supplier le tsar de convoquer une assemblée des élus du peuple (l'Assemblée Constituante), afin de réformer et d'améliorer le régime, de limiter les pouvoirs du tsar et d'admettre le peuple à l'administration du pays.

Voilà ce qu'enseignaient les mencheviks. Lénine, au contraire, disait aux ouvriers que cette alliance avec les capitalistes et les propriétaires, sous quelques noms qu'ils se présentent, serait la mort du mouvement ouvrier, et que la seule alliance possible était celle de l'ouvrier avec le paysan. Sinon, la vieille histoire se répéterait toujours : les ouvriers chassent les rois et les propriétaires, et le pouvoir, en fin de compte, revient toujours aux riches. Marx nous l'a montré. C'est ce qui s'est passé, non seulement en Russie, mais aussi en France pendant la Grande Révolution, en France encore et dans bien d'autres pays en 1830, en 1848 et 1871. Les ouvriers chassaient un oppresseur

pour-en voir bientôt un autre accaparer le pouvoir, et cela uniquement parce que les paysans, dans leur ignorance, n'aidaient pas les ouvriers ou même se tournaient contre eux.

Voilà pourquoi Lénine mettait les ouvriers sur leurs gardes et leur faisait voir que c'était à une alliance avec les nobles et les patrons qu'on les invitait. Les ouvriers auraient la peine, le tsar serait détrôné, les nobles et les patrons s'empareraient du pouvoir et l'ouvrier resterait Gros-Jean comme devant.

Au contraire l'ouvrier et le paysan ont tout avantage à s'allier. Au paysan, il faut la terre ; seul, sans le secours de l'ouvrier, il ne peut pas s'en emparer ; il est trop ignorant ; l'ouvrier, lui, est déjà renseigné, il sait distinguer son ami et son ennemi. Il faut donc s'allier, et ensuite partir en guerre non seulement contre le tsar, mais aussi contre les richards, les patrons, les capitalistes et les nobles, pour former un nouveau gouvernement où le pouvoir appartiendra aux travailleurs.

Sinon, c'était la mort. Le salut ne pouvait venir que de l'alliance de l'ouvrier avec le paysan. Voilà pourquoi Lénine ne voulait pas seulement réunir l'Assemblée Constituante et détrôner le tsar ; il voulait bien autre chose.

Telle était la doctrine de Lénine. Il l'a exposée dans son livre « Deux tactiques social-démocrates dans la Révolution démocratique ». Elle poussait les ouvriers et les paysans à prendre les armes contre leurs maîtres, c'est-à-dire à l'insurrection.

La suite des événements a donné raison à Lénine contre ses adversaires.

Lénine réussit à pénétrer en Russie, mais comme il lui fallait se cacher pour échapper aux espions et à la police tsaristes qui le recherchaient, il était obligé de se dissimuler sous un faux passeport.

Bien qu'il lui fût très difficile de vivre et de travailler ainsi, il réunit cependant autour de lui tous les ouvriers bolcheviks et se mit à leur tête contre le tsar, les capitalistes et les propriétaires.

L'insurrection ouvrière et paysanne se préparait : grèves par toute la Russie, chemins de fer s'arrêtant, soldats quittant le front japonais, puis la famine, les ouvriers déployant le drapeau rouge et manifestant dans les rues pour réclamer la convocation des élus de la nation.

Ainsi commençait la première Révolution russe. Le tsar, les propriétaires et les capitalistes prirent peur ; les plus sensés dirent au tsar : « Promets aux ouvriers tout ce qu'ils veulent, et en attendant partage le pouvoir avec nous : alors, avec l'aide des soldats-paysans ignorants, nous leur donnerons une de ces libertés dont il nous diront des nouvelles ».

Il se peut que les mencheviks aient compris la ruse ; mais ils n'en continuèrent pas moins à prêcher l'alliance avec les capitalistes. Lénine, au contraire, ne cessait de répéter aux ouvriers de se défier des conseils mencheviks : si les ouvriers et les paysans s'allient avec les capitalistes et les nobles, disait-il, c'en est fait de la liberté et de la terre. Les ouvriers doivent s'allier aux paysans pour renverser les nobles, les riches et le tsar.

Mais les ouvriers ne comprenaient pas encore tous cette mécanique. Ils croyaient que tout le mal venait des querelles entre bolcheviks et mencheviks et qu'il fallait que tous les ennemis du tsar, des aristocrates et des capitalistes, s'unissent entre eux pour que tout aille bien. Ils ne comprenaient pas qu'il y a des ennemis acharnés du capitalisme, les ouvriers et les paysans pauvres, des demi-ennemis les mencheviks, et même de soi-di-

sant ennemis qui sont en réalité des amis du tsar, des riches et des propriétaires.

Voilà pourquoi Lénine voulait que les ouvriers s'allient aux paysans pour lutter seuls contre leurs ennemis.

La Révolution allait bon train, et à Moscou, au mois de décembre 1905, les ouvriers prirent les armes et se mesurèrent avec l'armée impériale. Les mêmes événements eurent lieu à Rostov et dans d'autres grandes villes.

D'où vient que l'ouvrier, qui ne savait pas encore bien distinguer ses amis et ses ennemis, marcha ainsi à l'assaut de l'ancien régime, du tsar et des nobles ?

Voici pourquoi :

Après les grèves d'octobre 1905, le tsar, mis au pied du mur, avait fini par promettre, tout au long dans un manifeste solennel, de donner une « Constitution », c'est-à-dire de ne plus gouverner seul, et de partager le pouvoir avec les députés de la nation. Il avait promis toutes sortes de libertés au peuple. Mais, bien vite, le peuple s'aperçut qu'on l'avait dupé. Au lieu de la liberté promise, on jetait en prison les ouvriers et les paysans, toute liberté de parole était interdite, les grévistes étaient fusillés, pendus ou déportés, et les élections étaient organisées de manière que, seuls, les riches ou leurs mercenaires soient députés. Cela s'appelaient la « Douma ».

Alors, les ouvriers virent qui avait raison : Lénine et les bolcheviks, ou bien les mencheviks et leurs amis, et, ayant compris, ils entrèrent en lutte ouverte contre le tsar.

Mais les soldats du tsar furent plus forts que les ouvriers et les paysans, et toute la Russie fut inondée de sang.

Il y eut des milliers d'exécutions. Les généraux tsaristes s'en allaient dans les villes et les provinces, fustigeant, pendant et fusillant les ouvriers et les paysans.

Toute résistance était rendue vaine : il y eut des audacieux qui tuèrent des généraux et des policiers ; mais, pour un tué, le tsar retrouvait vite dix nouveaux bourreaux.

Les ouvriers croyaient toujours que le mal venait du désaccord entre bolcheviks et mencheviks, que tout irait mieux si les deux partis faisaient la paix et s'unissaient pour marcher ensemble.

Lénine maintenait que c'était impossible, qu'on ne pouvait unir ensemble les amis des patrons et leurs ennemis. Mais, comme il n'y a pas de meilleure leçon que l'expérience, il se prêta à cette alliance. Il savait bien que de toute façon elle ne durerait pas et que bientôt tous les ouvriers, mencheviks comme bolcheviks, comprendraient que la seule alliance possible est avec les paysans et non avec les riches.

En 1906 eut lieu à Stockholm, en Suède, un congrès d'union entre les bolcheviks et les mencheviks : les deux partis se fondirent en un seul, le parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Les mencheviks y furent plus nombreux que les bolcheviks et ils firent passer toutes leurs résolutions. Bien des décisions fausses furent prises sur le régime du sol, la Douma et la tactique révolutionnaire.

Les mencheviks hésitaient à conseiller aux paysans de prendre de force les terres des nobles pour les remettre à l'ensemble des travailleurs ; ils étaient d'avis de les remettre aux amis des nobles et des riches, afin que le paysan reste dans leur dépendance ; ils appelaient cela la « municipalisation », c'est-à-dire la remise des terres aux

administrations régionales et provinciales, où siégeaient surtout des nobles et des riches.

Les mencheviks croyaient que la Douma, convoquée par le tsar, réformerait l'Etat et donnerait la vraie liberté au peuple, pourvu qu'on y envoie des hommes fidèles à la cause pour travailler de concert avec les propriétaires et les riches. Quant à la tactique, ils ne voulaient pas de l'insurrection en armes.

Lénine et les bolcheviks, au contraire, voulaient enlever de force les terres aux propriétaires pour les remettre à l'Etat, à l'ensemble des travailleurs : c'est la nationalisation. Ils disaient que la Douma convoquée par le tsar était une assemblée de nobles dont le peuple n'avait que faire. Ils disaient au peuple de croire à sa propre force et d'organiser des Soviets de députés ouvriers comme l'avaient fait les ouvriers de Pétersbourg. Ils le persuadaient que, seul, le gouvernement des Soviets serait le gouvernement des ouvriers et des paysans. Quant aux moyens à employer, il était clair que les propriétaires, les capitalistes ne céderaient qu'à la force et que, pour prendre les terres, obtenir la liberté et fonder le pouvoir du peuple, il fallait prendre à la gorge le tsar, les propriétaires et les capitalistes, qui ne se laissaient pas intimider par les phrases des mencheviks.

Lequel des deux raisonnait juste et indiquait au peuple le bon chemin ?

Il n'y a plus de doute : c'était Lénine et ses partisans.

Ses prédictions se réalisèrent bien vite : avant la fin du congrès, le tsar dispersa le Soviet des ouvriers de Pétersbourg, arrêta ou déporta ses membres en Sibérie, puis il se mit à donner la liberté à coups de fouet et de mitrailleuses. La Douma fut dissoute, les représentants ouvriers emprisonnés et la nouvelle Douma composée de telle sorte qu'elle n'avait plus la moindre apparence d'assemblée populaire.

Quelques ouvriers y siégeaient encore, mais ils n'avaient rien à y faire, on ne leur donnait même pas la parole.

Stolypine devint premier ministre : c'était un grand propriétaire foncier typique.

Il couvrit la Russie de potences pour y pendre les ouvriers et les paysans désobéissants qui voulaient la liberté et la terre ; il favorisa les paysans riches en leur permettant de se séparer de la communauté, d'arrondir leurs biens en achetant le lopin du pauvre et d'exploiter le paysan moyen ou sans cheval de labour.

La Russie ressemblait à un grand cimetière : elle était pacifiée.

La vie y devint de jour en jour plus difficile pour Lénine : pour éviter d'être arrêté, il dut de nouveau s'enfuir à l'étranger.

Mais, même en exil, il ne cessa jamais d'instruire et d'aider les ouvriers et les paysans russes.

Ils en avaient grand besoin, car les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires les poussaient sur une fausse route : une partie des mencheviks osait même affirmer qu'en Russie le peuple avait part au gouvernement, qu'il ne pouvait plus être question d'insurrection et qu'il lui fallait seulement améliorer sa situation par la voie pacifique.

Lénine, découvrant la franche bêtise ou bien la véritable trahison de cette attitude, continuait à prôner la lutte.

La lutte recommençait déjà en Russie. A partir de 1911, les ouvriers relèvent la tête, organisent des grèves, réclament la liberté. Le tsar et la police répondent par des fusillades et des arresta-

tions. Il fallait empêcher les ouvriers de retomber dans les anciennes erreurs, il fallait les grouper tous et les unir en une muraille d'acier.

Ce fut encore Lénine qui indiqua la méthode à suivre.

Il s'agissait d'abord de fortifier la société secrète très puissante dirigée par des révolutionnaires professionnels comme Sverdlov et beaucoup d'autres qui sont encore en vie, à la tête du mouvement ouvrier, et occupent des postes importants dans la Russie des Soviets, comme Mouranov, ouvrier et membre de la Douma; Petrovsky, également ouvrier et membre de la Douma; Alexandre Smirnov, Foma — sous son nom de guerre — du commissariat de l'approvisionnement; Kalinine, président du Comité Central Exécutif; Tomski, ouvrier, président du Conseil Central Panrusse des Syndicats, qui groupe 7 millions de membres; Noguine, ouvrier; Chliapnikov, ouvrier; Staline, Zinoviev, Dzerjinski, et des centaines d'autres dont les noms sont connus et aimés de tous. Ensuite, sur le conseil de Lénine et de ses amis, on fonda à Pétersbourg un journal ouvrier: *l'Etoile*. Le premier numéro parut en 1912. Le journal fut bientôt confisqué, mais reparut peu après sous un autre nom: *Pravda* (la Vérité).

Ce journal était nécessaire et de grande importance.

En effet, après le Congrès des bolcheviks et des mencheviks à Stockholm, il s'en était tenu un second à Londres en 1917, où les deux partis n'étaient pas parvenus à s'entendre, et il était clair que les bolcheviks devaient au plus tôt organiser un parti à eux.

Lénine avec ses amis avait formé ce parti bolchevik, et dès lors il fallait indiquer aux ouvriers la route à suivre pour conquérir la liberté.

Les mencheviks conseillaient de nouveau un accord avec les propriétaires et les capitalistes. Lénine voulait rassembler toutes les forces, s'unir aux paysans et prendre à la gorge le tsar, les nobles et les patrons. C'étaient des dizaines de millions de travailleurs qu'il s'agissait d'éclairer, et pour cela une organisation secrète peu nombreuse ne suffisait plus. Force était de trouver un moyen pour expliquer tout clairement: ce fut le journal.

Ce journal, la *Pravda* (la Vérité), s'imprimait avec l'argent des ouvriers, amassé sous à sou dans les ateliers et les usines. Ils y écrivaient eux-mêmes, ils le répandaient parmi les ouvriers de toute la Russie. Mais le premier et le principal collaborateur, c'était Lénine, et afin que ses articles parviennent plus vite, il vint s'établir en Autriche, à Cracovie, tout près de la frontière russe.

Les camarades russes, eux aussi, avaient ainsi plus de facilité pour venir s'entretenir avec Lénine et lui demander ses conseils.

En Russie, nos affaires allaient mieux. Après un répit forcé, les ouvriers reprenaient la lutte contre le tsar et les capitalistes: les grèves devenaient de plus en plus fréquentes et de plus en plus vastes; — le tsar et ses ministres continuaient à fusiller et à emprisonner les ouvriers par centaines et par milliers. Pour ne citer qu'un fait, des centaines d'ouvriers innocents furent massacrés dans les mines d'or de la Léna, le 4 avril 1912.

La révolution était de nouveau dans l'air. La *Pravda* était le tocsin qui appelait les ouvriers aux armes. La police avait beau l'interdire, elle renaissait sous d'autres noms: la *Vérité ouvrière*, la *Vérité de l'Ouvrier*, la *Vérité du Nord*...

Quel moyen restait-il au tsar pour détourner les ouvriers de faire la révolution et de renverser

l'autocratie? La guerre européenne vint à point pour le tirer d'affaire.

Le tsar lui-même était l'instigateur de cette guerre avec les propriétaires et les capitalistes de Russie et du monde entier.

Personne n'ignore plus que le monde est divisé en deux camps: les pauvres et les opprimés, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans pauvres, et les riches, c'est-à-dire les capitalistes, les gros cultivateurs et les propriétaires.

Les ouvriers et les paysans pauvres n'ont pour tout bien que leurs bras et leur peine, qui créent toutes les richesses de la terre et qu'ils sont obligés de vendre aux riches.

Les fabriques, les usines, les maisons, les capitaux, les terres, toutes les richesses sont entre les mains des propriétaires et des capitalistes. Les pauvres travaillent pour eux.

Le monde se divise en deux classes: la classe des ouvriers et des paysans pauvres, ou le prolétariat, et la bourgeoisie, ou la classe des capitalistes, des nobles et des propriétaires.

L'inimitié entre ces deux classes est éternelle. Les ouvriers prolétaires, les paysans pauvres, travaillent et meurent comme des mouches, tandis que les capitalistes, eux, ne font rien, sucent le sang du pauvre, jouissent de tout, possèdent tout, non pas seulement leur propriété privée, mais même les pouvoirs publics. Ce qu'on appelle l'Etat bourgeois, c'est une machine où tous les pouvoirs, entre les mains du riche, concourent pour opprimer le pauvre!

Pour perpétuer cette oppression, il faut aux capitalistes une politique qui leur permette d'étendre leur pouvoir sur les opprimés du monde entier. Il est évident que, pour en arriver là, ils doivent se rendre maîtres de tout l'univers.

Il y a beaucoup de pays et beaucoup de capitalistes de nationalité et de richesse diverses, et chacun voudrait être le maître du monde; mais il est clair que c'est le plus fort qui l'emporte et que le plus fort est celui qui a le plus de capitaux.

Par conséquent, malgré leurs intérêts communs, les capitalistes luttent entre eux pour la domination du monde.

Voilà la cause des guerres entre les Etats: les ouvriers et les paysans de nations et de religions différentes s'entre-tuent non pas pour leurs intérêts, mais pour procurer des bénéfices aux capitalistes. La guerre mondiale a éclaté parce que les capitalistes anglais voulaient se rendre maîtres du monde et que les capitalistes allemands le voulaient aussi. Les capitalistes anglais pillaient et opprimaient les nations faibles de toutes les parties du monde: Amérique, Australie, Afrique, Asie; les capitalistes allemands étaient prêts à en faire autant.

Sous un prétexte futile, les brigands se sont pris à la gorge. La guerre commença, et les autres capitalistes se rangèrent les uns aux côtés de l'Angleterre, les autres aux côtés de l'Allemagne.

Le tsar, les capitalistes et les grands propriétaires russes, avaient envie de dévaliser la Turquie, et pour cela ils s'allièrent à l'Angleterre et à la France contre l'Allemagne. Et puis, on nourrissait l'espoir que cette guerre tuerait trois bons millions de paysans et d'ouvriers indociles et qu'il n'y aurait plus personne pour se soulever contre le tsar et les riches.

Bien avant la guerre, Lénine avait compris tout cela et l'avait expliqué aux ouvriers, et lorsqu'elle éclata, il fut le premier à déclarer le moment venu pour le prolétariat de se refuser à

faire la guerre pour les intérêts du riche et de déclarer la guerre universelle contre le capital. « Nous répondrons à cette guerre par la guerre civile », disait-il.

Mais ce n'était pas l'opinion de tous. Même d'anciens maîtres de Lénine pensaient autrement, par exemple le socialiste allemand Kautsky.

Il répétait à qui voulait l'entendre, comme beaucoup de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires russes, Plekhanov et Kerensky, par exemple, qu'il fallait avant tout aider les capitalistes et les propriétaires de Russie à vaincre l'ennemi, et qu'on réglerait ses comptes ensuite.

On voyait des gens, leaders des ouvriers comme Kautsky, vendre le prolétariat, le trahir, devenir des social-traitres ; beaucoup, tels le socialiste français Thomas, et l'ouvrier allemand Scheidemann, se mirent ouvertement au service des capitalistes et devinrent des ministres bourgeois. Il fallait coûte que coûte éclairer les ouvriers ; Lénine se voua à cette tâche, d'accord avec les socialistes allemands Liebknecht, Rosa Luxembourg et autres. Ils convoquèrent un congrès de socialistes de différents pays, d'abord à Zimmerwald, puis à Kienthal et résolurent d'exhorter les ouvriers du monde entier à faire cesser la guerre pour les intérêts du riche et à commencer la guerre contre les capitalistes, les propriétaires et les rois. Lénine et ses amis flétrirent les vendus qui trahissaient la cause des ouvriers et des paysans.

Les temps furent durs pour les bolcheviks, au commencement de la guerre : la *Pravda* fut interdite, les membres de la Douma, Mouranov, Petrovsky et autres, accusés de trahison, furent déportés en Sibérie ; le mouvement fut étouffé.

Lénine, aurait-on cru, prêchait dans le désert. Mais ce n'était que l'apparence...

Tous savent comment se termina la guerre : les ouvriers et les soldats s'insurgèrent à Pétersbourg et renversèrent le tsar comme un fétu de paille. Le pouvoir passa aux capitalistes, aux riches, aux propriétaires, qui décidèrent de continuer la guerre.

Les socialistes-révolutionnaires Tchernov, Avksentiev, Kerensky et les mencheviks Tsérételli, Martov, Tchédze, Dane, Liber, se mirent aux ordres des capitalistes et des propriétaires.

Le vieux danger était revenu : les ouvriers avaient renversé le tsar, mais rien n'était changé, le pouvoir et la terre restaient entre les mains des seigneurs et des capitalistes.

Pour comble, les seigneurs et les capitalistes au pouvoir, Rodzianko, Milioukov, Chingarev et autres, étaient soutenus par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

Il fallait se hâter d'indiquer aux ouvriers un programme et une méthode d'action.

Il est vrai que les ouvriers, d'abord à Pétersbourg, puis dans les autres villes, n'avaient pas oublié 1905 ; sitôt le tsar renversé, ils organisèrent un Soviet de députés ouvriers et soldats, mais ce soviet était entre les mains des mencheviks et, comme un troupeau de moutons dociles, faisait tout ce que voulaient les capitalistes.

Lénine était à l'étranger ; il aurait bien voulu revenir en Russie, mais il était extrêmement difficile de traverser les pays belligérants.

D'autres camarades, comme Trotzky, essayèrent de passer par l'Angleterre ; mais ils furent jetés en prison et ne parvinrent en Russie qu'après des aventures inouïes.

Après de longs pourparlers avec les camarades

allemands, Lénine put traverser l'Allemagne et arriver en Russie par la Finlande.

Les capitalistes et leurs amis jetèrent les hauts cris : Lénine s'était vendu aux Allemands, il était arrivé en Russie en wagon plombé, pour semer le trouble parmi les bonnes gens.

Depuis longtemps, les ouvriers savent à quoi s'en tenir, il est inutile de revenir sur ces mensonges.

Sitôt arrivé en Russie, Lénine rassembla les ouvriers de Pétersbourg et leur exposa ses actes à l'étranger, comment il était venu en Russie et ce qu'ils devaient faire maintenant.

Voici l'idée fondamentale de ces conseils : en déposant le tsar, les ouvriers ont accompli un véritable miracle ; il leur faudra en accomplir un plus grand encore et renverser les propriétaires et les capitalistes. C'est là de beaucoup le plus difficile ; renverser le tsar n'était pas si pénible, et pourtant cela a coûté des sacrifices ; mais pour renverser les propriétaires et les capitalistes, il faudra en affronter bien d'autres. Enfin, il faut avant tout obtenir que le pouvoir passe aux soviets, la terre et les fabriques aux paysans et aux ouvriers.

Les ouvriers approuvaient les conseils de Lénine, mais ses ennemis, les capitalistes et les propriétaires, avec leurs amis les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se jetèrent sur lui comme des chiens enragés. Même certains bons adjoints de Lénine perdirent espoir.

Mais lui savait où il menait les ouvriers et les paysans. Il leur expliquait que le pouvoir, enlevé au tsar, n'appartenait qu'en apparence au peuple, et qu'en réalité il était détenu par les propriétaires, les capitalistes et leurs amis, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. « Le pouvoir doit appartenir aux Soviets », répétait Lénine. Plus il le répétait et l'écrivait, plus nombreux devenaient les ouvriers et les soldats qui suivaient les bolcheviks, et plus ils pressaient violemment les capitalistes et les propriétaires.

Eux se vengeaient à leur manière et répandaient la sale calomnie de la trahison de Lénine et de sa corruption par l'argent allemand. En même temps, ils s'efforçaient de duper le peuple et de l'endormir par quelques petites concessions aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : ils donnèrent quelques portefeuilles aux mencheviks.

Mais le peuple, lui, n'eut ni liberté, ni terre...

Le peuple dut insister. Au mois de juillet, il y eut, à Pétersbourg, une insurrection de soldats, qui s'emparèrent de plusieurs quartiers de la ville et exigèrent la remise du pouvoir aux soviets. Mais les capitalistes parvinrent à étouffer l'insurrection et commencèrent à chasser les bolcheviks.

Ils résolurent d'arrêter et de tuer Lénine, qui fut de nouveau obligé de se cacher. Mais, de sa retraite, il continuait à appeler les ouvriers à la lutte. Lorsque les capitalistes, avec Kerensky, voulurent étouffer de nouveau la liberté de parole et appelèrent à leur secours le général tsariste Kornilov, les ouvriers comprirent tout de suite qu'il fallait suivre les conseils de Lénine et s'emparer du pouvoir, sinon tout irait comme devant. Quand, en octobre 1917, il appela les ouvriers aux armes, ils se levèrent tous comme un seul homme, marchèrent au combat, et le pouvoir se trouva bientôt entre les mains des ouvriers et des paysans. Le Congrès général des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, réuni à ce moment, commença par mettre en pratique les conseils de Lénine :

remise des terres aux paysans travailleurs, des fabriques et des usines aux ouvriers, de toutes les richesses au peuple, ce qui fut en effet réalisé partout par les ouvriers et les paysans.

Le pouvoir passa définitivement entre les mains des ouvriers et des paysans, un nouveau gouvernement fut formé : le Conseil des Commissaires du Peuple, dont Lénine n'a jamais cessé d'être le président. On forma également le Comité Central Exécutif des Soviets des députés ouvriers, paysans, soldats rouges et cosaques.

Alors commença la lutte des ouvriers et des paysans contre les propriétaires et les capitalistes, lutte prévue et dirigée par Lénine, lutte qui a coûté tant de larmes et de sang, mais qui se termine maintenant par une victoire complète.

Le monde entier sait que les prédictions de Lénine se sont vérifiées : il avait annoncé que le pouvoir serait enlevé aux propriétaires et aux capitalistes par les ouvriers et les paysans et remis à la masse des travailleurs, que les soviets d'ouvriers et de paysans se répandraient par toute la Russie et que, pas seulement chez nous, mais à l'étranger aussi, les ouvriers et les paysans comprendraient que, sans Soviets et sans prendre le pouvoir par la force, ils n'auraient ni terre, ni liberté. La Révolution d'octobre 1917 a confirmé toutes ces prévisions ; depuis lors, le parti bolcheviste a changé de nom : il s'appelle maintenant le Parti Communiste de Russie.

Une autre prédiction de Lénine s'est également réalisée : celle que cette lutte pour le pouvoir serait bien plus difficile que la lutte contre le tsar.

Voilà trois ans qu'existe le Pouvoir des Soviets, et c'est seulement maintenant que nous sommes définitivement venus à bout des généraux blancs : Krasnov, Koltchak, Youdenitch, Dénikine, Wrangel. Les généraux blancs, qui sont-ils ? Des propriétaires ou leurs mercenaires, ou bien des domestiques des capitalistes.

Si nous avons vaincu, c'est parce que nous avons conscience de notre force et que nous n'avons pas craint de payer de notre personne ; c'est parce que tout le temps la voix de Lénine nous a rappelé notre devoir : « Formez l'armée rouge des ouvriers et des paysans, sacrifiez-lui tout, si vous voulez garder la liberté et la terre conquises au prix de votre sang. »

Nous avons vaincu l'ennemi, grâce à notre persévérance dans la lutte pour la liberté, la terre et les Soviets, grâce à l'exemple du Parti bolchevik communiste, tant au front qu'à l'arrière, grâce à la voix de Lénine, qui ne cessait ses exhortations.

On avait beau lui dire : « Où menez-vous le peuple ? Pourquoi conclure avec les Allemands la paix honteuse de Brest ? », il continuait son chemin, enseignant que les ouvriers et les paysans du monde entier ne croient pas aux paroles, mais seulement aux faits. Il était convaincu que les ouvriers du monde entier nous donneraient leur confiance et chasseraient leurs rois et leurs capitalistes, du jour où ils verraient que nous ne voulions vraiment pas faire la guerre et qu'alors plus aucun peuple ne voudrait se battre pour les intérêts d'autrui.

Lénine avait raison. Peu de temps après la paix de Brest, l'empereur d'Allemagne fut détrôné comme notre Nicolas le sanglant.

Nous avons signé la paix avec l'Esthonie et la Lithuanie, avec la Lettonie et la Pologne ; les ouvriers allemands luttent ferme pour installer le pouvoir des Soviets chez eux ; partout les ouvriers et les paysans tâchent de suivre notre exemple.

Tous considèrent Lénine comme leur chef, car c'est seulement en suivant la route tracée par lui que les ouvriers et les paysans ont pu s'emparer du pouvoir.

Tout le monde sait que, depuis son arrivée en Russie, Lénine est resté le grand chef dans toutes les rencontres entre les ouvriers et l'ancien monde.

En juillet 1917, lors de la défaite des bolcheviks à Pétersbourg, un seul homme a gardé son sang-froid : Lénine ! En octobre, lorsque les élèves des écoles militaires étaient prêts à étouffer la Révolution, il montra à ses défenseurs la route à suivre ; calmement et fermement, il les encouragea ; l'émeute des blancs fut réprimée. Pendant la révolte des socialistes-révolutionnaires de gauche à Moscou, en 1918 ; pendant les offensives de Koltchak, de Youdenitch et de Dénikine, ce fut lui encore qui encouragea et appela à la lutte les vieux et les jeunes.

Lénine est connu de tout l'univers : l'ami et l'ennemi du travailleur le connaissent et lui vouent, l'un un amour sans bornes, l'autre une haine à mort. Il n'y a pas d'amour plus profond que celui que portent à Lénine les travailleurs du monde entier ; mais il n'y a pas non plus de haine plus fervente que celle dont le poursuivent tous les oppresseurs de la masse ouvrière : les propriétaires, les capitalistes, les gardes blancs.

On se rappelle encore ces minutes d'atroce angoisse que nous avons vécues quand Lénine fut blessé par une femme insensée, au service des oppresseurs.

Lénine vit et il vivra encore longtemps, parce que son cerveau est celui de centaines de millions de travailleurs et son cœur est le sang et l'amour de tout le monde des opprimés et des malheureux. Voilà trente-trois ans qu'il lutte pour la cause des ouvriers et des paysans ; pendant plus de trente ans, il a été persécuté par les bourreaux et les espions tsaristes ; depuis plus de trente ans, il appelle les travailleurs du monde entier à la lutte, à la victoire. Sa voix est toujours aussi hardie, sa main aussi ferme et son esprit aussi puissant.

Vive Lénine, le chef de la Révolution mondiale !

V. NEVSKY.



Tous les Communistes

doivent lire

L'État et la Révolution

par LÉNINE

qui vient de paraître aux éditions de la
Bibliothèque Communiste

Un volume in-16 Jésus 4 fr.



Adresser lettres et mandats à René REYNAUD,
123, rue Montmartre

L'Insurrection Allemande de Mars ⁽¹⁾

Ce n'est que lorsqu'elle est terminée, que la guerre se révèle dans toutes ses conséquences et que les masses commencent à en comprendre véritablement la portée, ainsi que le sens de la révolution. Une preuve caractéristique nous en est fournie par la conduite insensée des délégués actuels du pouvoir, les leaders de la social-démocratie et des Indépendants. Toute la phraséologie incohérente de ces politiciens sur la liberté, la démocratie, la paix wilsonienne, la socialisation et le régime soviétique ne sert qu'à mieux faire ressortir leur stupide effarement et leur complète impuissance devant la réalité. Leurs mots d'ordre idiots : « Notre salut est dans le travail », « la socialisation se développe », « il faut fixer les Soviets dans la constitution », leur espoir en la panacée universelle de l'Assemblée Constituante et autres inepties du même genre, tantôt éclatant au grand jour, tantôt dissimulées, font l'effet d'une grotesque arlequinade de pitres imbeciles.

C'est avec l'éveil révolutionnaire que commence le calvaire du prolétariat allemand. Ceux qui ont vécu cette époque et qui l'ont observée du point de vue du marxisme scientifique, ont pu constater toute la justesse des paroles de Karl Marx sur la marche de la révolution prolétarienne dans son « Dix-huit brumaire ». « De par la volonté du peuple », le pouvoir était alors aux mains des crétins et des routiniers du vieux parti social-démocrate et des syndicats, qui voulaient jouer aux politiques madrés.

Ils allèrent en catastrophe en catastrophe, parce qu'ils étaient dépourvus de toute pensée révolutionnaire créatrice et que, aux premiers grondements de la révolution, lorsque la vague des grèves économiques déferla sur tout le pays, ils eurent recours à la racaille militaire et aux anciens moyens capitalistes, état de siège, terreur blanche, peine de mort et tueries organisées. Ils crièrent aux ouvriers : « La révolution ne doit pas se transformer en lutte pour l'augmentation de la rémunération du travail », « le maintien de l'ordre est un devoir civique ». Ils rétablirent l'ordre à la manière de Gliffet, l'ordre dans le silence des tombeaux : 20.000 ouvriers furent exterminés par le premier gouvernement ouvrier d'Allemagne. La crainte de ne pouvoir, sans le concours de la bourgeoisie, gouverner ni assurer la production : telle est la raison fondamentale de leur lâcheté, de leur trahison à la cause du prolétariat et de leurs massacres ouvriers. Les masses manquaient de cette confiance en leurs propres forces qui donne la victoire : le premier Congrès des députés ouvriers et soldats renonça volontairement au pouvoir qu'il remit à « l'Assemblée Constituante Populaire ». Les vétérans du marxisme, les Kautsky et autres qui, toute leur vie, avaient intrépidement disserté sur le socialisme, eux aussi, prirent peur lorsqu'ils virent se dresser devant eux, dans leur implacable réalité, les problèmes du socialisme. Dans leur retraite précipitée ces pontifes du marxisme se heurtèrent aux braillards et aux routiniers qui, à la première

alerte, avaient déguerpi du champ de bataille. Ce chaos d'éléments divers, un imbroglio inextricable au sein de la social-démocratie. La confusion dans les rangs des « hommes nouveaux » du « gouvernement socialiste » ne pouvait manquer d'être mise à profit par les anciens dirigeants qui, d'une main expérimentée, reprurent les rênes de l'Etat. Les ouvriers alors, aussi bien les hésitants que ceux qui avaient mis leur espoir dans la révolution, se sauvèrent à toutes jambes du soi-disant socialisme qu'on leur offrait. Ils tombèrent droit dans le camp de la contre-révolution.

Le grand crime dont la social-démocratie et les Indépendants d'Allemagne auront à répondre devant l'histoire est d'avoir, par la caricature qu'ils ont donnée du socialisme, immensément déçu tous les ouvriers, employés, fonctionnaires hésitants, à tendances petites-bourgeoises, ainsi que la classe moyenne — qui sent si lourdement le poids de la gêne matérielle — et de les avoir jetés dans les bras de la contre-révolution.

Et ainsi, la monarchie presque absolue dont la guerre causa la ruine, fit place à une République capitaliste bourgeoise.

Dans la monarchie du dernier des Hohenzollern, seule, une partie de la bourgeoisie régnait. Dans la République capitaliste bourgeoise de Fritz Ebert, toute la bourgeoisie règne sur la classe ouvrière. Sous la monarchie, les ouvriers pouvaient encore se résigner à la domination de la bourgeoisie, car elle coïncidait avec le développement du capitalisme. En République, la domination de la bourgeoisie est intolérable pour les ouvriers, les employés, les fonctionnaires subalternes et moyens, parce qu'elle coïncide avec le déclin du capitalisme.

La politique des réformes politiques et économiques serait possible et juste si nous étions à l'époque du développement du capitalisme, comme c'était le cas avant la guerre. Après la catastrophe de la guerre, une politique qui s'efforce de maintenir l'économie capitaliste et de créer, par des réformes, des conditions de vie supportables pour les ouvriers, est condamnée à jamais.

En 1919, on parlait de la socialisation, on en discutait le programme dans des Commissions. Les ouvriers pouvaient alors, tout au moins, par une lutte victorieuse pour l'élévation de la rémunération du travail, obtenir des augmentations de salaire. Maintenant, nulle part il n'est plus question de socialisation ; les sujets à l'ordre du jour sont : l'abaissement des salaires, la réduction de la production, la fermeture des entreprises.

A l'heure actuelle, alors que du fait de l'occupation du bassin de la Ruhr la menace d'une nouvelle guerre, de nouvelles souffrances, est suspendue sur le monde, seule, la Russie tient ferme sur ses jambes et, après avoir repoussé victorieusement tous ses ennemis, profite de la trêve qui lui est accordée, du moment où sur son territoire il ne se trouve plus un seul soldat ennemi, pour se mettre à son œuvre de restauration de l'économie communiste. Maintenant, devant le danger de la Haute-Silésie et après l'occupation du bassin de la Ruhr, on peut se demander quelle serait notre situation à l'heure présente si, depuis décembre 1918, nous avions

(1) Note de la Réd. — Extraits d'un article du camarade Brandier, consacré à l'insurrection de Mars, 24 mai 1921.

été en alliance avec la Russie soviétiste et mis en commun nos efforts avec cette dernière pour la réorganisation de notre économie et de l'économie russe. La question de la Haute-Silésie n'existerait pas, car la Pologne ne serait pas l'Etat nationaliste et brigand qu'elle est aujourd'hui, mais une Pologne soviétiste, amie et alliée de la Russie soviétiste et de l'Allemagne soviétiste. Que seraient la Hongrie, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie ? La France et l'Angleterre oseraient-elles alors occuper le bassin de la Ruhr ?

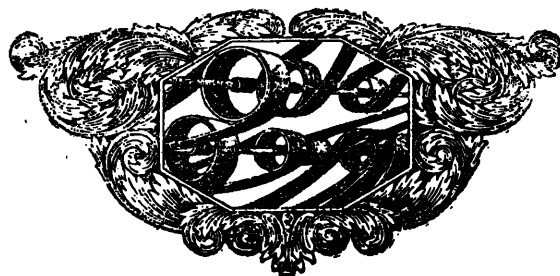
Les fleuves de sang versé pendant la guerre mondiale ne sont pas encore taris, que nous sommes déjà devant la menace d'une nouvelle guerre. Si la révolution mondiale ne met fin à l'orgie des « vainqueurs », nous aurons une nouvelle guerre encore plus terrible que celle de 1914. Voilà à quoi mène le rétablissement du capitalisme par les mencheviks. En Italie, en Tchéco-Slovaquie, en Autriche et même en Hongrie, le prolétariat se soulève. Le récent plébiscite en Haute-Silésie, au lieu de mettre fin à la crise, n'a fait que l'accentuer. La presse allemande décrit les préparatifs militaires de la Pologne, la presse polonaise, de son côté, parle d'une offensive allemande en Haute-Silésie. En raison de l'aggravation de la situation, le Comité Central invita le parti à déployer la plus grande activité et à se mettre sur le pied de guerre. A l'unanimité moins une voix, le Comité Central décida de passer de la propagande à l'action et de mobiliser les masses. Il fut également résolu, au cas où le plébiscite de Haute-Silésie amènerait à un conflit armé, d'appeler les masses à la lutte contre cette aventure insensée. Admettant que les sanctions provoquées par la résistance passive du gouvernement allemand aux exigences de l'Entente ou que l'accord de l'Allemagne avec cette dernière pourraient entraîner la fermeture de nouvelles usines et la réduction de la production, le Comité Central décida, au cas où la misère forcerait les sans-travail et les ouvriers insuffisamment occupés à descendre dans la rue, de tout faire pour organiser la lutte, la mener avec vigueur et mettre les masses en mouvement. De plus, rapportant la résolution précédente, dans laquelle il recommandait d'éviter les combats isolés, le parti décida de soutenir et de diriger des mouvements partiels, tels que la lutte des mineurs ou des ouvriers agricoles pour l'augmentation des salaires. Le parti fut unanime sur la nécessité d'éveiller, partout où faire se pourrait, l'esprit offensif chez les ouvriers et de se mettre à la tête des masses pour les mener au combat. Le parti savait bien que ces actions ne pouvaient amener la lutte directe pour le pouvoir. Mais, si par des manifestations des ouvriers des branches les plus importantes de la production, par exemple des mineurs ou des cheminots, on réussissait à repousser l'agression (lock-out) des patrons, la confiance des masses en leurs propres forces se serait considérablement accrue. Toujours et partout, le Comité Central souligna qu'il était nécessaire de tenir compte des conditions réelles de la lutte, de ne pas s'assigner des buts inaccessibles, mais que le principal était de mener la lutte avec le maximum d'énergie. Enfin, le Comité Central arrêta que s'il se produisait des mouvements ouvriers dans certaines régions, on devrait, dès que faire se pourrait, étendre ces mouvements à tout le territoire du pays, afin de venir en aide aux ouvriers déjà engagés dans la lutte.

C'est cela et seulement cela qui fut arrêté, à

la séance du Comité Central du 17 mars. La plus grande activité possible et la préparation à la lutte pour pouvoir être à la tête des masses, au moment où cette lutte éclaterait, voilà ce que signifient les débats et les décisions prises à la séance tenue par le Comité central, les secrétaires de rayons et les rédacteurs des journaux du parti.

Pendant la séance, on apprit que Horsing avait ordonné l'occupation de l'Allemagne Centrale par la police. Le Comité Central tout entier vit clairement que cet ordre était une provocation aux ouvriers de l'Allemagne Centrale contre lesquels le gouvernement de Severing se disposait à prendre des mesures de répression. L'Allemagne Centrale, Halle, Mersebourg, Mansfeld, c'étaient là les endroits où le parti avait recueilli le plus grand nombre de voix, aux récentes élections au Landtag Prussien. Aussi le Comité Central décida-t-il, à l'unanimité, l'appel à la grève générale et la mobilisation des membres du parti pour l'organisation de cette grève, qui était une grève de tous les ouvriers, destinée à soutenir le prolétariat de l'Allemagne Centrale, victime de l'agression gouvernementale, et à obliger le gouvernement à retirer la police.

BRANDLER.



Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

TERRORISME ET COMMUNISME

par L. Trotsky

Un fort volume, in-16..... 7 fr.
Franca 7 fr. 50

Adresser les commandes accompagnées d'un montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

La Crise Mondiale du Logement

En Grande-Bretagne, une statistique récente établie par les pouvoirs locaux a fixé à 200.000 (en chiffres ronds) le nombre des habitations ouvrières faisant défaut ; le ministère de l'Hygiène Publique estime ce chiffre exagéré et le département des Statistiques avance celui de 140.000 (1).

Aux Etats-Unis, le nombre des habitations faisant défaut est incertain : il varie entre 1 et 3 millions. A New-York, la situation est critique. Il y manquait, en 1920, au moins 40.000 logis (Ces chiffres sont empruntés au dernier numéro de l'officiel anglais *Housing*).

Au Canada, il manque, d'après les derniers renseignements, 50.000 logis. Depuis le mois de février 1919 jusqu'au mois de juillet 1920, on y a cependant construit 16.000 nouveaux appartements.

En Nouvelle-Zélande (jusqu'à là !), il manque 5.700 logis.

En Suisse, on fixait le nombre de logis manquants, en juillet 1920, à 30 ou 35.000. On estimait que la somme nécessaire à la construction de la quantité correspondante de maisons variait entre 700 et 800 millions de francs.

En Norvège, la crise de l'habitation est très grave. Dans la seule ville de Christiania (260.000 habitants), 8.000 familles manquent d'habitation. Il faudrait au moins 20.000 nouveaux appartements pour les 5 ou 6 années à venir.

En Allemagne, d'après les renseignements fournis par le ministère de l'Hygiène Publique, il manque environ un million de logis. Pendant les cinq dernières années écoulées, on n'a pas construit. Dans le dernier trimestre de 1920, le manque d'habitations, dans les villes de 100.000 habitants, était de 27 % ; dans les villes de 50.000 habitants, de 12 % et dans les provinces rhénanes, dans les villes de 10.000 habitants, de 30 %.

On n'a pu donner satisfaction qu'à 16.449 demandes de logis, sur un total de 85.647. Moins de 20 % de demandes ont donc pu être satisfaites (*Leipziger Volkzeitung*, du 20/III 1920).

En Autriche, comme le constate la Commission envoyée à Vienne par l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, « les ouvriers sont dans la plus effroyable des misères. Ils manquent absolument de vêtements et de logis » (*Rote Fahne* de Vienne, 12/III 1921).

En Belgique, à Bruxelles, la manifestation du 20 mars dernier, à laquelle prirent part 50.000 ouvriers, exigeait, entre autres revendications, « des habitations saines pour les ouvriers des provinces dévastées » (*Le Peuple*, 21/III 1921).

A Prague, suivant le *Droit Rouge*, il y a 40.000 personnes sans logis. On couche dans les gares, dans les corridors d'hôtel, dans les caves, dans les kiosques du boulevard. « L'Union des sans-logis » édite un *Journal des Sans-Logis*. Ceux-ci ont dernièrement envoyé une députation au Par-

lement pour exiger, d'une part, la promulgation d'une loi contre les spéculations de propriétaires et, d'autre part, la révocation de tous les fonctionnaires proposés aux commissions d'enquête (*Bulletin de l'Int. Comm.*, 23/II 1921).

Pour la France, les chiffres doivent être encore plus saisissants, car plusieurs départements du Nord ont été totalement dévastés par la guerre.

Nous ne possédons pas de chiffres concernant les autres pays. Ceux que nous avons rapportés sont, nous semble-t-il, assez éloquents. La crise du logement s'étend à tous les pays, aussi bien à ceux qui sont restés neutres pendant la guerre qu'aux belligérants.

A première vue, cette crise est difficile à expliquer, la guerre ayant emporté des dizaines de millions de vies humaines. Le nombre exact des victimes de la guerre mondiale, soigneusement caché jusqu'ici, ne sera probablement jamais connu. La société, fondée à Copenhague, pour l'« Étude des Conséquences Sociales de la Guerre » donne les renseignements statistiques suivants : l'Europe a perdu, depuis le commencement de la guerre jusqu'au milieu de l'année 1919, 35 millions d'hommes. De ce nombre, 20 millions proviennent de la croissance de la mortalité et 15 millions représentent les victimes directes de la guerre. Comment donc expliquer que les vivants soient aujourd'hui à l'étroit ? C'est qu'il ne faut pas oublier qu'une nouvelle génération a grandi et que, d'après une loi de statistique souvent vérifiée, le nombre des unions s'accroît après chaque guerre. Mais la cause essentielle de la crise réside dans le fait que, dès le commencement de la guerre, les constructions se réduisirent dans tous les pays et cessèrent bientôt tout à fait. L'appel des travailleurs du bâtiment sous les drapeaux, ou leur mobilisation dans les industries de guerre, en fut la première cause. Plus tard, intervinrent la cherté des matériaux de construction et de la main-d'œuvre. En outre, l'affluence de la population vers les capitales et les centres de commerce (réfugiés) a déterminé, dès le début de la guerre, une hausse de loyers telle, que les gouvernements capitalistes, désireux d'éviter les catastrophes qui pouvaient résulter de la spéculation éhontée des propriétaires, durent prendre des mesures radicales (moratorium, défense d'expulser les locataires et d'augmenter le prix des loyers). Le contre-coup de ces mesures a fait de la construction des habitations une entreprise peu lucrative, d'autant plus que les matériaux coûtaient 10 ou 15 fois plus cher qu'auparavant. Du reste, même s'il eût été permis de décupler les prix des loyers, le capitaliste se serait abstenu de nouvelles constructions. Le prix des matériaux de construction pouvant tomber dans un avenir plus ou moins rapproché, les maisons construites à présent ne pourraient supporter la concurrence avec les nouvelles habitations moins chères (1). La

(1) Ceci dans un pays où, dans les localités industrielles, les usines voisinent avec des petites maisons ouvrières et chaque travailleur ayant de la famille y possède une maison à lui (Engels, *Question d'habitation*, page 27) et où « l'on a construit des maisons très bon marché, à tel point que la maison tremble au passage d'une voiture et quelques-unes d'entre elles journellement tombent en ruines (page 61).

(1) Engels déjà (*Question des Logements*, page 17) constatait, pour son temps, que « l'industrie du bâtiment à laquelle les appartements chers offrent de meilleures chances de spéculation, ne s'occupera que par exception de bâtir des habitations ouvrières ». Ces paroles se justifient aujourd'hui pleinement ; l'initiative privée ne construit que des maisons de rapport.

crise du logement qui s'étend à tous les pays est donc inhérente au régime capitaliste. Il est à noter aussi que là où le capitalisme se décide, sous la pression des circonstances créées par la guerre, à prendre des mesures aussi radicales que la fixation d'un loyer maximum, ces mesures n'ont d'autre résultat que celui d'intensifier la crise. « Même en voulant faire le bien, le capital est contraint de faire le mal », pourrait-on dire, en paraphrasant Méphistophélès (*Die Macht, die stets das Böse will und stets das Gute zeugen muss*). Une malédiction pèse sur le vieux monde agonisant.

Ne pouvant pas attendre de l'initiative capitaliste privée la construction des nouvelles habitations, on doit recourir au secours de l'Etat et des villes (municipalités). En Angleterre, le fardeau de presque toutes les constructions pèse sur les villes ; l'Etat et ce qu'on appelle les « sociétés de constructions » le supportent (1).

Les résultats atteints sont misérables. En Allemagne, le gouvernement central a inscrit au budget de 1921, au chapitre des constructions, une somme de 1.500.000.000 de marks ; le gouvernement prussien en a inscrit 400 millions, etc. Depuis le commencement de la guerre, le gouvernement du Reich et les villes ont donné 4 milliards, sans atteindre de résultat correspondant même de loin, à cet effort. En Australie, une loi spéciale prévoit des subsides pour les constructions des petites maisons ouvrières (2).

En Colombie britannique, on donne aux démo-bilisés des lots de terre pour la construction des maisons. En Italie, le gouvernement accorde, dans le même but, des subsides aux villes et aux associations. En Suisse, le gouvernement distribue des subsides et des prêts hypothécaires. En Hollande, on a, dans le premier semestre de 1920, construit 14.500 logis, grâce à des subsides de l'Etat se montant à 70 millions de florins. On a dernièrement essayé ici, comme en Allemagne du reste, d'expérimenter les « sociétés de construction socialisées » qui travaillent sans bénéfice d'entreprise et offrent aux ouvriers les avantages de l'association. On espère réduire ainsi le prix des constructions nouvelles. En Amérique, les Etats ne donnent aucun secours, mais certaines villes accordent des subsides, du reste insignifiants. En Norvège et en Suède, l'Etat offre aux villes, aux associations et aux particuliers — à ceux-ci de préférence, et surtout lorsqu'il s'agit de demeures ne comportant qu'un appartement — des secours en argent et des facilités d'emprunt.

Cette énumération montre éloquemment, à quel point la crise des logements alarme le monde

(1) « Les *Building Societies* anglaises devraient plutôt s'appeler « unions pour l'acquisition des immeubles ». Il en existe, en Angleterre, plus de 2.000 qui ont logé presque 100.000 familles ouvrières. Mais la question n'est pas complètement résolue. Il est peu probable que cette forme de secours par l'association ouvrière puisse, dans un avenir proche, jouer un rôle décisif dans la solution de la crise des logements ». Engels, citant ces lignes d'un économiste bourgeois, ajoute : « Ces sociétés ne sont nullement des sociétés ouvrières, et leur but n'est pas de procurer les habitations aux ouvriers. La spéculation est inhérente, aussi bien aux petites *Building Societies* qu'aux grandes et à leurs initiateurs » (*ibid.*, page 58).

(2) L'industrie du bâtiment a beaucoup souffert, en Australie, de la grève des matelots qui a contraint le Département des Combustibles à suspendre pour 3 mois le travail des briqueteries.

bourgeois. La bourgeoisie perd la tête, passe d'une demi-mesure à l'autre, mais ne peut évidemment vaincre le mal avec des palliatifs, tels que les subsides aux villes et aux sociétés de construction. Nous voyons les subsides se multiplier pendant des années. Louis Bonaparte fit montre, au temps de ses expériences socialistes, d'une certaine activité dans ce domaine (1), et la crise du logement est devenue de plus en plus grave, pour prendre enfin les proportions d'une véritable catastrophe.

De même que la cherté des vivres, elle frappe avant tout le prolétariat. Les membres de la classe possédante, pour autant qu'ils se trouvent dans la situation désagréable de personnes à la recherche d'appartements, parviennent malgré tout à se procurer ce qu'il leur faut. La question du logement est, en fin de compte, une question purement ouvrière. La statistique officielle (par exemple, les statistiques anglaises citées plus haut) des habitations faisant défaut emploie le terme d'*habitations ouvrières* (2). La crise du logement et le chômage portent le même caractère ; l'une et l'autre sont des signes annonciateurs du krach définitif de la société bourgeoise. La bourgeoisie se débat comme le poisson sur la glace, ses efforts pour éviter la culbute ressemblent à ceux qu'on ferait pour rapiécer un habit hors d'usage. Mais pas plus qu'en secourant les chômeurs, on ne ralentira, en subsidiant les sociétés de construction, la marche de la révolution sociale. Les tamis ne peuvent servir à puiser de l'eau.

« Il est absurde, dit Engels, de vouloir résoudre la question des logements tout en conservant les grandes villes modernes. Cette question ne pourra être résolue que lorsque les transformations de société permettront de faire disparaître l'antagonisme des intérêts de la ville et de la campagne... La société capitaliste, au contraire, chaque jour souligne et approfondit de plus en plus cet antagonisme... Dans les institutions modèles de Fourier et d'Owen, l'opposition entre la ville et la campagne n'existe pas... La solution de la question des logements n'amène pas la solution de la question sociale ; mais ce n'est qu'après la destruction du régime capitaliste qu'il sera possible de résoudre la question du logement » (*ouvr. cité*, p. 48).

« Les guérisseurs de la société » — comme les appelle Engels — présentent d'innombrables projets et discutent à perte de vue les moyens de remédier à la crise du logement. Les uns proposent la « socialisation » du crédit foncier et de la rente foncière dans les villes. D'autres préconisent la gestion coopérative des immeubles, les locataires élisant eux-mêmes leurs administrateurs. Le gouvernement de Bade était prêt à adopter

(1) C'est une idée déjà vieille que celle des secours de l'Etat pour la construction des maisons ouvrières. Engels en disait ce qui suit :

Pour la bourgeoisie continentale, la petite ville ouvrière de Mulhouse est un objet d'orgueil. Pendant 14 ans (jusqu'en 1867), 800 petites maisons y furent construites suivant un mauvais système... et octroyées aux ouvriers moyennant le paiement, pendant 13 ou 15 ans, d'un loyer plus élevé que le loyer normal. Ce fut une des expériences socialistes de Louis Bonaparte, l'Etat secondant l'opération en versant un tiers du capital ».

(2) Tout le territoire de Londres appartient à un douzaine de lords de grands noms historiques. Des centaines de milliers de maisons de Londres sont construites sur des terres n'appartenant pas aux propriétaires des immeubles.

cette réforme (accomplie en Russie), mais a reculé, au dernier moment, devant des expériences aussi dangereuses avec un public de hasard. Les troisièmes enfin espèrent ranimer l'industrie du bâtiment, autorisant l'augmentation du prix des loyers. Mais il est évident que si on l'admet, par exemple en Allemagne, cette mesure, relativement favorable à un million de locataires embarrassés faute d'appartements, sera par contre-coup fâcheusement ressentie par les 15 millions d'autres locataires. Et pour autant que ces derniers ne sont pas eux-mêmes propriétaires (à la campagne, par exemple) ils seront obligés de supporter la charge des loyers élevés. Et « ceci équivaldrait en Allemagne à un impôt de plusieurs centaines de milliards, en comparaison duquel les exigences usuraires de l'Entente paraissent insignifiantes. Avant la guerre, le prix du loyer émergeait à peine pour un tiers dans le budget d'une famille ouvrière ». Comme nous le voyons, les difficultés sont insurmontables. Il s'est trouvé des « guérisseurs » qui estiment possible l'augmentation des loyers non pas en proportion de la dépréciation générale de l'argent, mais rien que de 200 %, c'est-à-dire en proportion de la dette totale garantie par le bien national (il s'agit de l'Allemagne). Ils supposent que la cherté des vivres n'aura pas un caractère passager et se consolidera à l'avenir dans ces proportions. — Il y a encore un autre projet de solution. On offrirait de remettre l'excédent provenant de l'augmentation du prix des loyers non pas aux propriétaires, mais à un fonds spécial destiné à ranimer l'industrie du bâtiment. Tout cela s'écrit évidemment sur le sable... On ne peut pas non plus perdre de vue que la cherté des loyers ne pourra disparaître à l'avenir que par suite de l'abondance de logements vacants et que ceci équivaldrait évidemment à la perte d'une partie de la richesse nationale. Cette situation ne comporte aucune solution.

Avec quelle simplicité la question du loyer n'est-elle pourtant pas résolue en Russie ? On n'y paie aucun loyer. Ce n'est pas plus malin que ça.

La crise du logement pousse le régime capitaliste dans une impasse. En réalité, il n'est question de rien moins que de l'expropriation des propriétaires. C'est une mesure que, naturellement, il se refuse à prendre et dont la seule pensée donne le frisson. Mais la réalité est que les propriétaires sont déjà expropriés, car le prix des loyers est souvent ramené par la loi à un taux insignifiant. Le droit de propriété est, ici, lésé de façon très sensible. Et la crise nous amène par une voie détournée à la révolution... Le besoin de logements n'est point satisfait, la législation s'avère impuissante et ne trouve aucune solution aux contradictions de l'économie capitaliste.

Or, la question a été facilement et rapidement résolue en Russie. Resserrement des locataires, comités de maisons, transport d'ouvriers des faubourgs au centre : toute la solution est là.

« Toute révolution sociale, écrit Engels, sera forcée de prendre les choses dans l'état où elle les trouve et cherchera à détruire tout d'abord les injustices les plus criantes. Le besoin des logements pourra être satisfait en partie par l'expropriation des habitations luxueuses des classes dominantes et par l'occupation forcée des appartements vacants » (Ouvr. cit., p. 49). Ainsi notre pratique russe avait été prévue par le patriarche du socialisme.

Le vieux monde n'admettra jamais le resserrement obligatoire des nouveaux locataires dans les habitations. Il y voit le symbole du commu-

nisme le plus haïssable. Cette mesure le toucherait dans son amour du bien-être petit-bourgeois, dans son bonheur intime consacré par le proverbe anglais *my home — my castle* (ma maison — mon château) ! Et cependant le resserrement des locataires se pratique forcément dans les pays capitalistes et même sur une très large échelle. Que deviendraient autrement les dizaines et les centaines de milliers de familles qui, d'après les documents officiels, manquent de logis ? Où trouveraient-elles un asile, ne fût-ce que passagèrement ? Sans tenir compte des réquisitions d'édifices par des chômeurs sans abri (des faits semblables se sont récemment produits à Londres, mais n'en demeurent pas moins très rares), il est clair que ces millions d'hommes se tassent dans les habitations déjà surpeuplées de la pauvreté ouvrière, aggravant encore ainsi les conditions d'existence insalubres des travailleurs. Mais la bourgeoisie le trouve tout naturel. Et quand le gouvernement de Bela-Kun — ce fut un de ses premiers actes — réquisitionna pour les enfants des prolétaires les magnifiques palais de Budapest, « la fine fleur de la société » s'effraya grandement de cette profanation de la « sainteté du foyer » des riches.

Seule, la révolution sociale pourra résoudre la crise mondiale du logement.

Pour conclure, un renseignement historique. Après la guerre franco-allemande de 1870-1871, malgré le versement par le vaincu d'une contribution de guerre vraiment formidable à l'époque, et bien que l'Allemagne fût littéralement inondée d'or français, la crise du logement y fut très sensible. La hausse des prix sur les nouvelles constructions amena la cherté de tous les loyers. La spéculation se donna libre cours. Les personnes qui avaient acheté les immeubles à des prix très élevés s'endettaient et durent bientôt recourir au crédit. Le marché hypothécaire fut pris d'assaut ; on ne trouva bientôt plus, dans un pays regorgeant d'or, de crédit pour construire, et l'industrie du bâtiment périclita. Il en résulta, par contre-coup, une nouvelle hausse des prix, un regain de spéculation, et le jeu recommença dans le cercle vicieux de la dialectique capitaliste. Le tout se termina par le fameux krach de 1873, qui est jusqu'à ce jour la plus grande catastrophe économique du capitalisme. Et si ce krach mondial ne fut qu'un avertissement, nous voyons aujourd'hui le *Mane, thecel, pharès* de la société capitaliste s'accomplir inexorablement (1).

(1) « Quand un pays de vieille culture passe de la petite industrie à la grosse industrie, le besoin des logements se fait surtout sentir » (K. Engels), préface à la *Question des Logements*. La crise du logement n'est-elle pas le symptôme général des grands bouleversements historiques, dans le domaine de l'économie populaire ?

F. CAPELUCHE.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur